

25 février 2012 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur une réforme future de la formation professionnelle, à Paris le 25 février 2012.

INTERVENANT -- Monsieur le Président, nous avons le plaisir de vous accueillir sur cet espace des agroéquipements qui est à même aujourd'hui de pourvoir 5000 emplois  $\pounds$  des industriels qui sont un peu à la peine pour trouver des collaborateurs dans des métiers particulièrement valorisants, sur des industries françaises qui exportent les 2/3 de leur production. Voici un secteur porteur pour une agriculture durable dans une production locale non délocalisable et qui permet donc de trouver des jeunes comme ceux qui sont ici, qui peuvent s'épanouir dans des métiers valorisants pour eux et pour le pays.

LE PRÉSIDENT -- Merci de me recevoir. Il n'est pas normal dans un pays comme le nôtre, où il y a tant de chômeurs, qu'il y ait tant d'offres d'emploi qui ne soient pas satisfaites. Il y a des emplois dans l'agriculture, il y a des emplois dans l'artisanat, il y a des emplois dans le commerce. Pour cela, il faut se former et je propose une réforme complète de la formation professionnelle. Lorsqu'un chômeur dans notre pays n'aura aucune chance de trouver un emploi dans le secteur qui est le sien, alors à ce moment-là, il faudra qu'il prenne une formation professionnelle qualifiante dans un autre secteur et qu'au bout de cette formation qualifiante, qu'il accepte l'offre d'emploi qui lui sera proposée.

Nous allons mettre en place un système où, quand on sera dans une filière où il n'y a plus de possibilité d'emploi, on sera obligé de prendre une formation dans une filière qualifiante. On sera donc indemnisé non pas parce que l'on est au chômage, mais parce que l'on suivra une formation et au bout de cette formation qualifiante, on sera tenu de prendre l'offre d'emploi. Il y a un demi-million d'offres d'emploi non satisfaites. Ce qui compte, c'est le chemin de la formation et il faut bien comprendre que c'est la réforme que nous allons conduire.

Il y aura deux catégories de personnes dans notre pays : ceux qui peuvent travailler et qui seront soit au travail, soit en formation  $\pounds$  et ceux que la vie a malmené, qui sont des accidentés de la vie, qui ne peuvent pas travailler et qui pourront compter sur la solidarité. Mais il n'y aura plus comme aujourd'hui une catégorie qui peut travailler et qui reste chez soi avec des allocations, parce que plus personne ne s'en occupe. Soit on ne peut pas travailler et dans ce cas-là on a la solidarité  $\pounds$  si on peut travailler et qu'on a un emploi, on exerce l'emploi  $\pounds$  si on peut travailler et qu'on n'a pas d'emploi, on est en formation. On ne reste pas sans rien faire.

Aujourd'hui, il y a 10% des chômeurs qui sont en formation. Je sais que cela troublera bien des habitudes. Chaque année, la France dépense 30 milliards d'euros pour la formation professionnelle. Ça marche bien dans des secteurs comme le vôtre, cher Xavier, mais il y a beaucoup d'autres secteurs où ça ne marche pas.

Si je n'arrive pas à convaincre les partenaires de faire cette réforme, j'en appellerai au peuple de France, j'en appellerai à chacun d'entre vous par le référendum pour qu'ensemble, on réponde à cette question. Quand on est au chômage, on doit avoir droit à la formation professionnelle, mais quand on vous propose une formation professionnelle, on doit l'accepter parce que tout ceci fonctionne avec les cotisations de ceux qui travaillent, qui sont prêts à cet effort de solidarité nécessaire, mais qui veulent qu'en contrepartie des droits que confèrent la solidarité, il y ait aussi des devoirs : celui de se former et celui de prendre un emploi. De ce point de vue, la formation agricole montre l'exemple.

Quisque ie crois que c'est la dernière étape, cher Xavier, je voudrais vous remercier tous de votre

Puisque je crois que c'est la dernière étape, cher Xavier, je voudrais vous remercier tous de votre accueil, de ce moment formidable d'échange que j'ai passé avec vous, de l'amour que vous avez pour votre métier et pour votre territoire, du sentiment que vous avez d'être à la fois au carrefour de la modernité, pour gagner des parts de marché, et en même temps les dignes successeurs, dans le respect des traditions, de ceux qui vous ont précédé.

Je me sens aux côtés des valeurs que vous portez, celles de gens qui aiment leur travail et qui veulent vivre de leur travail, celles d'hommes et de femmes qui ne veulent pas qu'on les subventionne, qui veulent qu'on les respecte pour ce qu'ils sont, pour ce qu'ils savent faire et pour l'idée de la France qu'ils défendent. Pour l'agriculture qui a fait des progrès considérables, le mot-clé, c'est le mot : compétitivité.

Je veux remercier Xavier BEULIN, je veux remercier Frédéric NIHOUS, de m'avoir accompagné, Bruno LE MAIRE, Christian JACOB, tous ceux qui sont ici, mais je voudrais aussi vous dire une chose : si on partage les mêmes valeurs, j'ai besoin que vous m'aidiez, que vous m'aidiez à faire triompher ces valeurs, parce que ces valeurs que nous allons faire triompher, c'est la seule façon pour que la France reste un pays fort. Et si le pays est fort, chacun d'entre vous sera protégé dans l'exercice de son métier et pourra rester habiter là où il est né et où il veut pouvoir continuer à le faire.

Merci de m'avoir accueilli avec tant de gentillesse, bon courage à chacun d'entre vous.